

Maires pour le Bien Commun : des élus défendent la civilisation française



Analyse politique de l'épidémie du covid-19

« Maires pour le Bien Commun », MBC, est un collectif d'élus locaux fondé pour travailler à une restauration, à l'échelle communale, de la civilisation française.

MBC a été fondé à la suite d'un double constat :

Le mondialisme promu par nos élites nationales politiques, économiques et médiatiques est contraire au bien commun des Français. Il produit progressivement un triple désastre politique, économique et social, au profit d'une oligarchie de plus en plus puissante.

La politique nationale est verrouillée par ces élites mondialistes : la centralisation croissante et l'idéologie ultra-libérale détruisent les corps sociaux qui protègent les Français par une solidarité concrète (familles, communes, petites entreprises). Les Français se retrouvent seuls face à une oligarchie et un État tout-puissants, enclins à un totalitarisme insidieux. Le simple bon sens est cloué au pilori lorsqu'il demande la protection du modèle familial traditionnel, des limites à l'ouverture économique de nos frontières, aux délocalisations d'entreprises, à l'immigration, etc.

Devant ce déclin de notre civilisation, nos administrés s'interrogent. Il nous a donc semblé que c'était un devoir des maires de réagir : quelle société se prépare pour demain ? Quel bonheur nos enfants pourront-ils trouver dans une société atomisée, déracinée, devenue inhumaine ?

En outre, la politique nationale étant dominée par les élites mondialistes, la seule réponse actuellement possible nous semble l'action politique locale.

Il y reste des hommes libres, non inféodés aux appareils des partis politiques du « système » national.

Elle peut encore produire des résultats concrets par le soutien aux initiatives locales au service du bien commun : implantation d'entreprises en zone rurale, soutien aux agriculteurs, aux écoles privées, rejet de l'accueil universel de camps de clandestins, préservation du patrimoine local, etc.

Le réveil du bon sens français, manifesté par les « Gilets Jaunes » par exemple, éprouve une difficulté à préciser pour quel idéal politique et social il se bat. En choisissant le bien commun comme notre but, nous voulons rappeler les principes du combat pour la civilisation française. Nous le faisons par le moyen de nos études publiées sur notre site : la dernière en date analyse la crise sanitaire de 2020. Elle s'interroge sur l'exploitation financière et politique de l'épidémie. Elle aboutit à quatre constats factuels, dont voici une synthèse.

L'épidémie est dramatisée par une manipulation de l'information

Le nombre de morts et de « cas » est surestimé

Le docteur P. El Baze a démontré que le nombre de morts annoncé sur les sept premiers mois de 2020 est au moins le double du chiffre réel : sur cette période il n'y a eu que 16 300 morts de plus en 2020 qu'en 2019. « Mathématiquement il est démontré que le chiffre de 30 800 morts à cause du

covid-19 est impossible. [...] il] ne peut pas dépasser 14 500 et probablement beaucoup moins. »

En outre, les porteurs sains sont comptés comme « cas » : « Une grande partie des « cas d'infection » pouvaient en réalité être des personnes déjà immunisées contre le virus, encore porteuses de « débris viraux » dans leur organisme ». Or ces porteurs sains sont utiles, car bénéfiques à l'immunité collective.

Le confinement, réponse disproportionnée, produit la ruine économique et des effets désastreux sur la santé publique.

Dans la Déclaration de Great Barrington, le 4 octobre 2020, 35 000 scientifiques estiment que « les politiques actuelles de confinement produisent des effets désastreux sur la santé publique ». Ils recommandent de développer l'immunité collective en évitant tout confinement général : « autoriser ceux qui ont le moins de risques de mourir du virus de vivre leur vie normalement afin qu'ils fabriquent de l'immunité. »

L'épidémie est un enjeu financier énorme

Dès 2009, l'OMS a modifié sa définition d'une pandémie pour déclarer indûment le virus H1N1 « pandémie », ce qui a rapporté « 7 à 10 milliards de dollars » à l'industrie pharmaceutique

Le Nouvel Obs signale que la crise H1N1 de 2009 a fait 18 114 décès dans le monde, alors que l'OMS en prévoyait... 7,4 millions. L'Obs décrit la manipulation opérée sur le site de l'OMS : « Avant le 4 mai 2009, la définition d'une pandémie virale était [...] : « un nouveau sous-type de virus dont personne n'est à l'abri. Plusieurs épidémies peuvent se déclarer simultanément [...], provoquant un grand nombre de cas et de décès. [...] Après le 4 mai 2009, sur le même site, les notions de morbidité et de mortalité ont disparu. Le 11 juin, [...] l'OMS déclenche la phase 6 de la pandémie [...], la plus haute, alors que 144 décès sont attribués à la grippe A dans le monde. Cette déclaration n'aurait pu être faite sans le changement de définition, excluant la prise en considération

de la mortalité. »

En juin 2010, l'APCE dénonce un « grave manque de transparence » de l'OMS

L'APCE (Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe), dans son rapport du 7 juin 2010 au sujet de la crise H1N1, signale : « un grave manque de transparence [...], qui soulève des préoccupations concernant l'influence que l'industrie pharmaceutique a pu exercer sur certaines décisions [...] ». (A.2, p.3)

Le rapport déplore « l'évidence écrasante que la gravité de la pandémie avait été largement surestimée par l'OMS » (A.5, p.3), ainsi que « [...] le gaspillage de sommes colossales d'argent public, l'installation d'un sentiment de crainte injustifié parmi les Européens, l'exposition à des risques sanitaires engendrée par des vaccins [...] qui n'ont peut-être pas subi suffisamment de tests avant d'être autorisés ... » (n° 64 p.20)

La crise sanitaire est une opportunité politique pour le projet mondialiste

Le livre de Klaus Schwab et Thierry Malleret, *The Great reset*, dramatise le covid-19 pour promouvoir un changement de gouvernance mondiale. « La pandémie présente une occasion rare et limitée de repenser, réinventer et remettre notre monde à zéro. »

Cette épidémie a été anticipée

Jacques Attali écrit dès 2009 qu'une pandémie peut accélérer l'établissement d'un gouvernement mondial

« L'humanité n'évolue [...] que lorsqu'elle a vraiment peur [...]. La pandémie qui commence pourrait déclencher une de ces peurs structurantes ». Pour se protéger des pandémies à venir, il propose « une police mondiale, [...] une fiscalité mondiale. On en viendra alors beaucoup plus vite que ne l'aurait permis la seule raison économique, à mettre en place les bases d'un

véritable gouvernement mondial. »

Un rapport de la fondation Rockefeller en 2010 envisage une épidémie permettant aux gouvernants une prise de contrôle autoritaire

Un scénario du rapport décrit l'instauration de pouvoirs autoritaires qui se maintiennent après la pandémie : « Confinement : un monde où le contrôle gouvernemental est plus strict et le *leadership* plus autoritaire, [...] et où les citoyens sont de plus en plus réprimés [...] Les citoyens abandonnèrent volontairement une part de leur souveraineté, et de leur vie privée [...] en échange d'une plus grande sécurité, de plus de stabilité. Les citoyens acceptèrent plus volontiers d'être surveillés [...], ils le souhaitèrent même, et les dirigeants nationaux eurent les coudées franches pour imposer un ordre qui les arrangeait. »

Le 22 avril 2020, la Fondation Rockefeller propose un « Plan d'action national » sur le covid-19 incluant le test et le traçage de la population : aller à l'école, au bureau, au concert, au sport, voyager ou acheter un ticket, pourra être soumis au contrôle de l'identité médicale de la personne, y compris la vaccination.

Conclusion

Ces interrogations du Dr Badel semblent légitimes : « Pour la première fois de l'histoire, un vaccin va voir le jour en un an. On peut espérer que nombreux seront ceux qui douteront des conditions de sécurité de son élaboration [...], de sa tolérance et de son efficacité.

[...] la pente idéologique nous conduit prochainement au passeport sanitaire, à la vaccination obligatoire. [...] Les applications de traçage permettront d'interdire de rentrer dans les lieux publics à ceux qui, non vaccinés, ne sont pas de bons citoyens. À l'aide de votre smartphone et de votre carte vitale, la surveillance sera totale. [...] Nous pouvons craindre le pire pour nos droits fondamentaux. »

Notre conclusion est que la dramatisation du covid-19 poursuit d'abord un but politique. Les maires, proches des citoyens, sont témoins des détresses engendrées par le grand théâtre médiatique des informations à sens unique, par le confinement généralisé, dévastateur et disproportionné. Les maires seront un recours efficace s'ils savent s'unir pour défendre leurs administrés. La première étape indispensable est que la population prenne conscience du danger politique.

Eric Viaud

[http://www.mairespourlebiencommun.fr/
contact.mairesmbc@gmail.com](http://www.mairespourlebiencommun.fr/contact.mairesmbc@gmail.com)